

Couchés le jour, debout la nuit

Cela fait plus de quinze jours depuis le début des nuits debout à la Place de la République, à Paris. Des centaines de personnes qui occupent la place une partie de la nuit, après le travail, la fac, une journée au chômage ou à la retraite. Une initiative qui a pris la suite des journées syndicales de mobilisation contre la Loi Travail et qui voit défiler la gauche et l'extrême-gauche réunies ; de Julien Dray (ami et conseiller de François Hollande) à Ségolène Royal (Ministre de l'environnement), d'Anne Hidalgo (Maire de Paris) à Jean-Luc Mélenchon (PG), d'Olivier Besancenot (NPA) à Jean-Pierre Mercier (LO-CGT), de Pierre Laurent (PCF) à Julien Bayou (EELV), et jusqu'à Nathalie Kosciusko-Morizet (Les Républicains) pour ne citer que les plus représentatifs. Tous ont eu des mots élogieux pour le campement de fortune de la place parisienne. À ceux-ci se sont unis beaucoup d'anciens briscards de la scène extrême et autonome de la capitale française dont nous tairons les noms par manque de place.

L'humain réduit au « citoyen » de la République

La chasse aux nouveaux venus par les rackets politiques habituels est ouverte sur la place. Les curieux y sont toujours nombreux. Les « militants » se comptent en centaines plutôt qu'en milliers. La « tête » des opérations a été vite prise par d'anciens du Parti de Gauche, du PCF et du NPA, complétés par des cadres d'associations comme Droit devant, les Engraineurs, etc. Le programme est bien résumé sur le site des nuitards : *« Ni entendues ni représentées, des personnes de tous horizons reprennent possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde. La politique n'est pas une affaire de professionnels, c'est l'affaire de tous. L'humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants. Les intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général ».*

Les exclus lanceraient dans la place parisienne une réflexion sur l'avenir du monde. Rien de moins. Pour cela, ils se réapproprieraient la politique afin que « nos dirigeants » mettent enfin l'humain au cœur de leurs préoccupations. Et

l'humain, pour les noctambules, n'est autre que l'intérêt général à opposer à l'intérêt particulier.

Sur ces bases, le capital, l'État et ses représentants peuvent dormir paisiblement la nuit. Après avoir galéré la journée, au travail ou pas, les insomniaques de la République ont trouvé leur joli défouloir. Au rythme frénétique de deux minutes chacun, les orateurs défilent sur l'estrade pour énumérer leurs plaintes, leurs doléances. La gestuelle bien codée de l'auditoire assis donne la mesure de la popularité des 120 secondes d'intervention. Les commissions, une pléthore, sont chargées de développer les concepts à peine esquissés dans l'assemblée citoyenne pour, in fine, pondre, pourquoi pas, une nouvelle Constitution citoyenne. La sixième République française chère à Mélenchon, Montebourg et aux trotskistes lambertistes n'est pas loin. L'économiste indigné, directeur de recherche au CNRS, Frédéric Lordon n'est pas non plus en reste. Avec ses préceptes réactionnaires sur « la nécessité de l'appartenance nationale », la défense de l'État et la sortie de l'Euro, il établit le lien entre la gauche nationaliste française, les souverainistes et les couche-tard.

La nuit porte-elle conseil ?

La tentative d'assimiler la Nuit debout à la Puerta del Sol madrilène ou à la place Syntagma athénienne pour lui attribuer des parents nobles est une imposture vouée à l'échec. Les nombres font trop la différence mais pas seulement. Les raisons sociales aussi. Puerta del Sol et Syntagma ont été à un certain point les lieux de coagulation de la colère d'une jeunesse scolarisée et chômeuse au moment le plus aigu de la crise fiscale de leurs États respectifs. Ces deux places ont vu réunis à leur zénith des dizaines de milliers de jeunes radicalisés qui se réunissaient pour préparer des manifestations, des actions de masse contre l'ordre établi.

À la Place de la République, on dénombre deux actions réussies une à l'appel du DAL pour empêcher une expulsion, une à l'appel d'un collectif de sans-papiers pour en aider certains. Dans ces deux cas, les associations sont venues recruter les

bonnes volontés. Et un seul débordement sans conviction de quelques centaines de gens qui voulaient se diriger vers le domicile parisien du premier ministre.... Le reste est un spectacle minable confiné à l'espace qui leur a été concédé par l'État. Un spectacle fait essentiellement de beuveries et de mauvaise musique improvisée ; entre la mauvaise fête techno et le rassemblement de boy-scouts en somme.

Pour trouver une pensée cohérente sur la Nuit debout, pas la peine de la chercher au supermarché Lidl des idées de la Place de la République. Ce sont les journaux de la gauche d'État et de la radio d'État, France Inter, qui se chargent de lui inventer une cohérence idéale. Membre d'Attac, ancien dirigeant de la LCR et un des fondateurs du syndicat SUD-PTT, Christophe Aguiton, aujourd'hui reconverti en professeur des Universités, est parmi les plus appliqués à fournir une raison d'être idéologique aux noctambules de la République.

Les nuits magiques de l'improbable Professeur Aguiton

Dans son interview à Libération du 8 avril dernier, par la magie d'une pirouette planétaire reliant les Occupy anglo-saxons à la Puerta del Sol et à la Place Taksim d'Istanbul, le trotskiste assimile même Nuit Debout aux Printemps arabes. Et ne voit qu'une différence de temps et de lieu : ici ça se passe la nuit et l'occupation est intermittente. Ailleurs, ce fut toute la journée et les occupations ont été permanentes. En fait, Puerta del Sol, Syntagma, Taksim, Occupy à Oakland et, à beaucoup plus forte raison, pour les dits Printemps arabes, se sont caractérisés par des mobilisations offensives et de masse avec un caractère insurrectionnel plus ou moins marqué. Dans le cas des Républicains noctambules, en revanche, la règle est le respect de l'ordre et des lois. Le point commun entre Paris et ces autres lieux est plutôt dans l'incapacité d'enracinement dans les territoires productifs des métropoles capitalistes. Dans tous ces cas, les places occupées sont restées des lieux abstraits, des agoras dépourvues de liens durables et encore moins solides avec la production sociale.

Territoires productifs et lieux abstraits

Ce défaut a entraîné à plus ou moins long terme la mort ou l'absorption dans les rouages de l'État ; en Espagne avec Podemos, en Grèce avec la Syriza. La nouveauté du phénomène est, en fait, sa faiblesse structurelle face à l'État et au capital. Ces

derniers ont juste à gérer le spectacle des affrontements, quand ils se produisent. Évidemment, ce jugement ne concerne pas les Printemps arabes aux racines plus complexes et très éloignées des Occupy. Mais à Christophe Aguiton, il suffit que cela se passe dans une place avec une manifestation pour établir un trait d'égalité.... et de modernité.

Oui, car notre sociologue des luttes voit dans les manifestations de rue un phénomène nouveau qui s'impose un peu partout depuis les années 1990. Les manifestations un phénomène nouveau ? À preuve de ses dires, il affirme que le retrait de la réforme des régimes spéciaux de retraites de Juppé (1995) puis celui du CPE de Villepin (2006), ont été la conséquence des centaines de milliers de personnes dans la rue. Habitué à la simplification journalistique, il oublie la forte mobilisation des cheminots et des agents de la RATP, dans les gares et les ateliers, et les grèves de masse réussies dans les lycées et les facs à l'époque du CPE.

Dans ces deux cas, les manifestations ont agi en complément et en couronnement de mobilisations qui ont su investir et bloquer certains territoires productifs. Il va sans dire qu'aujourd'hui, il n'y a rien de tout cela. Le porte-drapeau de la pleine-lune arrive même à dévaloriser les grèves et les occupations d'usines de 1936 et de 1968, pour ne retenir que le nombre de participants aux manifestations comme critère de victoire.

La grève démodée et impossible ?

Forme traditionnelle de la lutte de classe, la grève n'a plus d'attrait à ses yeux. Pire, elle est devenue « *plus difficile pour de nombreux salariés, en raison de collectifs de travail plus éclatés, de la précarité, des horaires différents, du télétravail* ». Le sociologue sans mémoire oublie que la PME est depuis toujours la dimension largement majoritaire des entreprises capitalistes et que la précarité et la division croissante du travail sont des constantes de la condition des travailleurs sous le Mode de Production Capitaliste (MPC). Mais la raison principale pour laquelle la grève est démodée serait, pour lui, « *le risque du licenciement, particulièrement dissuasif en cette période fort chômage* ».

Un risque que, bien sûr, nos aïeux ne couraient pas car, par le passé, le chômage n'existait pas et le patron offrait des fleurs et accordait des

augmentations aux ouvriers dès qu'ils se mettaient en grève.

Chassée par la porte, l'idéologie de la grève générale illimitée refait surface

Mais virée par la porte, voilà que la grève revient par la fenêtre onirique des chefs noctambules qui ont commencé, quinze jours après le début des nuits debout, à percevoir l'inutilité pratique de leur initiative. Et voilà qu'ils ressortent le mythe si cher aux gauchistes français de la « *grève générale illimitée* ». Une grève salvatrice qui devrait résoudre toutes les contradictions et tous les problèmes et unir tous les travailleurs. Une grève qui éclorait soudainement, sans préparation, sans luttes préalables, sans organisation. Un type de grève qui n'a jamais existé et n'existera jamais dans la forme envisagée par les noctambules. La mobilisation de l'ensemble du prolétariat est la conséquence de la montée en puissance de luttes et des agitations de masse partout où le prolétariat vit et travaille. Ces combats contre le capital et ses appendices constituées par les syndicats et les partis degôche bourgeois ne pourraient se déployer que par paliers en s'unifiant à mesure de leur renforcement. La grève générale ici décrite présupposerait enfin l'enracinement dans les territoires productifs des organisations autonomes de la classe.

Mais ce n'est pas cette idée de grève générale que nos idéologues chérissent. Leur « *grève générale illimitée* » serait l'enterrement préventif de la lutte autonome. Elle serait appelée par les syndicats d'État et servirait politiquement les organisations degôche du capital. Elle serait à l'image, en somme, des journées de « *lutte* » contre la Loi Travail : inopérantes, démoralisantes et inutiles ⁽¹⁾.

Le rêve nocturne, la seule alternative aujourd'hui viable pour le Professeur Aguiton

En attendant que la « *grève générale illimitée* » advienne, la grève nocturne n'a que des qualités pour le trotskiste déguisé en chercheur. « *Il ne s'agit pas de bloquer le travail, mais de continuer* ». Continuer quoi ? La manifestation et l'occupation permanentes, misérables succédanés de la révolution permanentes de ses mentors. On ne

bloque pas l'économie (mais comment pourraient-ils y parvenir sans la bonne vieille grève désuète d'antan ?), on se sent vivre dans la manifestation et l'occupation (autorisée) des places. Une sorte de protagonisme social inoffensif, savamment entretenu par les médias bourgeois et par l'État lui-même.

Dans cette stratégie, les médias jouent le beau rôle, en fait. Ce sont eux qui sélectionnent les porte-paroles, les représentants dignes de s'exprimer largement. Ce sont encore eux qui donnent des points positifs ou négatifs aux initiatives des nuitards. Et c'est enfin par leur intermédiaire que le contact avec l'État s'établit au moyen d'interviews croisées et autres tribunes « *libres* ».

Les nuits blanches du Professeur Lordon

Le protagonisme social des Nuits debout correspond aussi aux élucubrations sur le « *corps politique* » et « *l'affect commun* » des disciples modernes de Baruch Spinoza, messieurs Frédéric Lordon et Antonio Negri. Pour Frédéric Lordon, l'émotion serait la *causa efficiens* de toute mobilisation. Exit la haine de classe, exit la détermination matérielle et exit, surtout, les classes. Dans cette vision de ceux qui « *ne revendiquent rien* »², ce qui compte est l'individu qui se singularise au sein de petits ensembles « *en mouvement* » de gens partageant « *un affect commun* ». « *Entendez qu'après quelques décennies à faire, vous et vos semblables, la démonstration de vos talents et de votre hauteur de vue, l'idée de négocier quoi que ce soit avec vous nous apparaît absolument sans objet* » (idem).

Ne pas négocier, c'est bien. À la condition de savoir prendre. À la condition d'établir un contre-pouvoir effectif sur et dans les territoires productifs. Un pouvoir arraché par le combat, par la détermination du plus grand nombre de sans-réserves. À la condition aussi d'avoir bâti l'organisation politique capillaire de l'autonomie ouvrière, contre partis, syndicats, et autres corps intermédiaires, administratifs et exécutifs de l'État. Malheureusement, en cas contraire, la lutte de classe passe par la lutte défensive, donc y compris par les revendications et la négociation.

¹Pour l'analyse critique de la Loi Travail, voir : http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/TR160409_Loi%20travail%20vFFR.pdf

² cf. <https://blog.mondediplo.net/2016-03-29-Nous-ne-revendiquons-rien>

Voyage jusqu'au bout de la Nuit debout

Le résultat politique de ces agitations superficielles de la société civile n'est pas encore définissable avec certitude. Toutefois, le fait est que l'exécutif actuel, ou tout au moins une partie de celui-ci, souhaite transformer l'essai en un remake de SOS Racisme. Une organisation qui était née, en octobre 1984, sur les décombres de la lutte des Beurs de la fin 1983 (cf. La marche pour l'égalité et contre le racisme). Un an après, un petit cercle de quatre trotskistes de la LCR passés avec armes (pas beaucoup) et bagages (beaucoup) sous l'aile de François Mitterrand Président, crée avec l'appui massif de chanteurs, acteurs, écrivains et savants degôche une nouvelle organisation de jeunesse liée au PS au pouvoir.

À la manœuvre, déjà à l'époque, un certain Julien Dray et... François Hollande. En 1983 et 1984, l'actuel Président de la République avait été directeur de cabinet des deux porte-paroles successifs du troisième gouvernement de Pierre Mauroy (Max Gallo et Roland Dumas) après avoir été à l'Élysée en qualité de chargé de mission.

Pour leur part, les Mélenchon, les Laurent et les Besancenot tentent de raviver l'intérêt pour leurs pâles candidatures à la Présidentielle de 2017 (le porte-parole du NPA roule, lui, pour son camarade invisible, Philippe Poutou). « *Je ne veux pas récupérer le mouvement et je serai très fier que le mouvement me récupère* », a déclaré, sans vergogne, le social-nationaliste Mélenchon lors de l'émission « Le Grand Jury » RTL-Le Figaro-LCI du début avril, toujours en quête de nouveaux disciples. Quant aux leaders associatifs des noctambules républicains, eux, rêvent de Podemos pour remplacer les précédents aux premières loges de la politique bourgeoise degôche.

Les nuits républicaines virent au cauchemar

Les centaines ou les milliers de participants plus ou moins actifs à la mise en scène nocturne de la République sont donc les instruments de ce « renouveau » de la politique bourgeoise degôche appelé de ses vœux même par le Président de la République française lors de sa dernière intervention télévisée. « *Je trouve légitime que la jeunesse, aujourd'hui par rapport au monde tel qu'il est, même par rapport à la politique telle qu'elle est, veuille s'exprimer, veuille dire son mot* », a-t-il déclaré. Peu importe si les participants aux nuits

républicaines sont conscients de cette opération politique. Et si certains d'entre eux pensent qu'en « radicalisant » un mouvement qui n'existe pas, on mettrait à mal ce projet, ils se trompent. Eux-aussi font partie du spectacle, de la simulation de la lutte de classe que les Nuits debout représentent.

Philippe Martinez, le patron de la CGT, leur a rappelé dans une interview à l'Humanité Dimanche qu'« *il ne faut pas oublier que la première Nuit debout s'est constituée à la fin de la grande manifestation organisée par les syndicats. C'est donc un mouvement issu en partie du mouvement social* ». Et quand le chef de la CGT dit « *mouvement social* », il entend les protestations inoffensives récentes contre la Loi Travail organisées par une partie des syndicats d'État dont le sien.

Philippe Martinez a raison : la Nuit debout est aussi sa créature. Sans l'apport de son syndicat, de ses concurrents de SUD, du PCF, du Parti de Gauche, du NPA, d'EELV et des associations qui leur gravitent autour, les nuits de la place de la République n'auraient pas existé.

Ces nuits sont la meilleure démonstration de l'impuissance du dit « mouvement social » cité par le patron de la CGT face aux offensives patronales et gouvernementales. Les grèves appelées par les syndicats échouent, les manifestations s'amenuisent à vue d'œil. La Nuit debout reste la seule alternative pour poursuivre la « protesta » symbolique, la seule manière pour continuer à exister de la gôche d'État qui a choisi la posture contestataire.

Nuit et jour, œuvrer pour l'autonomie ouvrière, contre l'État et le capital

Face à la misère politique et sociale que représente la Nuit debout, aux manœuvres politiques au sein de la gôche du capital qu'elle déclenche, il y a une seule alternative réelle pour celles et ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et l'État. Cette alternative est le travail obscur, continu, discret et le plus capillaire possible pour enraciner dans les territoires productifs du capital la ligne rouge de l'autonomie ouvrière, de l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis tous ses ennemis, militants de la nuit compris.